

Appel à Comm' : Mutations sociétales et évolutions de l'action publique urbaine

Pour citer cet article :

Hélène Dang Vu - EUP - Lab'Urba, Université Paris-Est-Marne-la-Vallée
"Appel à Comm' : Mutations sociétales et évolutions de l'action publique urbaine"

Riurba /Numéro

URL :

<http://www.riurba.review/2018/01/appel-a-comm-mutations-societales-et-evolutions-de-laction-publique-urbaine/>

DOI :

Date d'impression : 23 janvier 2018

Le Plan Urbanisme Construction Architecture (Puca) et le Lab'URBA organisent le 1er juin 2018 un séminaire intitulé « Mutations sociétales et évolutions de l'action publique urbaine » qui se tiendra à la grande arche de la Défense.

Ce séminaire s'inscrit dans le cadre du programme incitatif de recherche « Retour sur vingt ans d'évolution des modes d'action publique urbaine » initié par le Puca. Un premier cycle de séminaires organisé en 2015-2016 a permis de mettre à plat ces principales évolutions dans le design institutionnel, l'organisation des systèmes d'acteurs et des niveaux de gouvernement afin de les rendre plus lisibles et d'en permettre une compréhension systémique. Un ouvrage rendant compte de ces travaux sera publié au premier semestre 2018 sous la direction de Vincent Béal, Sébastien Gardon, Maxime Huré, Marie-Clotilde Meillierand et Max Rousseau.

Parallèlement, il est apparu important d'engager une réflexion permettant d'analyser ces évolutions de l'action publique à la lumière des grandes transformations sociétales. Il s'agit ici alors de rendre compte de ce qui change l'action publique et non ce qui change dans l'action publique. Pour ce faire, la démarche exploratoire conduite par Alain Bourdin, Michel Casteigts et Joël Idt consiste à considérer à la fois les analyses qui permettent de rendre compte des transformations sociétales et les théories centrées sur l'action publique. C'est dans le cadre de ce second chantier de recherche que s'inscrit le séminaire du 1er

juin 2018 intitulé « Mutations sociétales et évolutions de l'action publique ». A l'issue du séminaire, une sélection des communications présentées fera l'objet de la publication d'un ouvrage collectif ou d'un numéro de revue.

Date limite de remise des propositions : lundi 26 mars 2018

Problématique

L'action publique en France a connu des transformations profondes sur les quarante dernières années. Cela est particulièrement vrai des politiques urbaines, et de façon plus générale de l'ensemble des actions publiques qui contribuent à la production et au fonctionnement de la ville. Ces évolutions procèdent de l'évolution des représentations politiques et des logiques internes de transformation de la sphère politico-administrative, mais elles répondent également à des

mutations sociales et économiques qui font apparaître de nouveaux enjeux, de nouveaux problèmes et de nouveaux modes de fonctionnement de la société.

A titre d'illustration, les pratiques de planification urbaine sont aujourd'hui transformées par la décentralisation, par la montée en puissance de l'intercommunalité ou par le retrait de l'Etat. Mais on ne peut pas comprendre ces transformations si on ne voit pas à quel point elles renvoient à des évolutions profondes des modes de vies urbains, à l'élargissement de la diffusion des connaissances, qui modifie le regard porté par l'opinion sur les savoirs-experts, ou encore à la place du risque dans l'organisation de nos sociétés et corrélativement à un rapport radicalement différent au futur.

De la même manière, les universités se posent aujourd'hui comme de nouveaux acteurs des politiques urbaines, ce qui traduit des recompositions profondes dans les systèmes d'acteurs qui les portent. Mais cette nouvelle place dans la production de la ville n'est pas compréhensible sans une mise en perspective par rapport aux nouveaux enjeux de l'enseignement supérieur : massification des études supérieures, nouvelle place de la connaissance dans le fonctionnement de nos sociétés, etc. qui relèvent de mutations sociales plus globales.

Plus généralement, dans le champ urbain, si les évolutions internes (acteurs et choix politiques, méthodes de management, etc.) sont largement étudiées, les interactions entre action publique et évolutions sociétales ne bénéficient pas du même intérêt et, en particulier, d'études systématiques.

Le séminaire du 1er juin 2018 vise à mettre en débat des travaux qui d'une part interrogent les grandes évolutions sociétales des dernières décennies, et d'autre part les mettent en rapport avec les évolutions de l'action publique urbaine et avec la manière dont se produit la ville.

Les évolutions sociétales

Les évolutions sociétales qui transforment l'action publique urbaine sont nombreuses. Nous pensons notamment, de manière non exclusive, à : -La place croissante du risque dans le fonctionnement des sociétés. Il s'agit non seulement de la montée en puissance mesurable de certains risques (de la capacité de détruire la planète par le feu nucléaire jusqu'au réchauffement, en passant par Tchernobyl etc.) mais plus encore de la place prise à l'échelle mondiale par la transformation de l'aléa en risque (sur lequel on peut raisonner) et par les lectures en termes de risques du fonctionnement global des sociétés, incluant les actions ou décisions qu'elles commandent.

-Les transformations des modes de régulation globale et de résolution des conflits sociétaux, dans la sphère publique, dans les organisations et les systèmes d'échange, mais aussi dans la vie sociale au quotidien. Autrefois très hiérarchiques, relativement stables, à base juridique et à caractère procédural, les formes de régulation sociale sont aujourd'hui plus partenariales, à base stratégique et à caractère managérial, qu'il s'agisse de l'organisation de l'Etat, des rapports salariaux dans les entreprises, ou même de la famille.

-La tendance à l'individualisation des comportements et la désintégration corrélative de certaines solidarités, ce qui ne supprime ni les coopérations ni les regroupements sociaux, mais leur donne des formes radicalement nouvelles.

-La multiplication des situations de pauvreté et d'exclusion sociale, en lien avec les effets sur le travail, l'emploi et le

chômage suite aux crises économiques que la France et l'Europe ont subies depuis 1973.

-La mondialisation des échanges économiques et la diffusion de standards de comportement globalisés, sous forme de réglementations, de modèles, de manières de penser, de modes, etc.

-L'émergence du développement durable comme référence mondiale d'action collective. Les grands remaniements idéologiques que comporte le développement durable agrègent des savoirs, des modes d'action, des valeurs, des croyances à l'échelle mondiale.

-L'entrée dans la société de la connaissance, au delà de l'économie de l'information. La connaissance, son partage, sa production et son rapport avec l'économie devient un enjeu majeur de la production de valeur et du fonctionnement des sociétés.

-...

Communications attendues

Les projets de communication devront proposer l'étude, à partir d'objets empiriques précis ou d'hypothèses générales plus théoriques, des effets de changements sociétaux sur l'action publique urbaine, que ces changements aient été ou non recensés ci-dessus. Les communications pourront porter soit sur un moment précis où le changement sociétal fait basculer l'action publique, soit sur une séquence plus longue où l'interaction apparaît clairement à propos d'un point précis. Une attention particulière sera portée à la manière dont les auteurs articulent les mutations sociétales et leurs effets sur l'action publique urbaine.

Le champ d'application (autrement dit les actions publiques urbaines étudiées et leurs objets) est laissé relativement ouvert : il s'agit de manière assez large d'actions qui contribuent à produire la ville, dans ses aspects matériels comme immatériels, dans son organisation et sa structuration spatiale, etc., et ce dans des champs aussi divers que les transports, l'urbanisme, l'éducation, les politiques culturelles ou le développement économique, etc., dès lors que la focalisation urbaine est avérée.

Une proposition de communication de deux pages devra être transmise par mail à joel.idt@u-pem.fr ; francois.menard@developpement-durable.gouv.fr et bertrand.vallet@developpement-durable.gouv.fr d'ici le 26 Mars 2018. Les proposants seront informés fin avril des communications retenues.

Les proposants devront s'engager à fournir un texte de 30000 à 45000 caractères avant le 30 juillet, si leur communication est retenue, pour publication au terme du séminaire.

Comité d'organisation

Alain Bourdin (Université Paris Est Marne la Vallée), Michel Casteigts (Université de Pau et des Pays de l'Adour), Joël Idt (Université Paris Est Marne la Vallée), François Ménard (PUCA), Bertrand Vallet (PUCA)

Calendrier

Date de lancement de l'appel à communication : jeudi 12 janvier 2018

Remise des propositions avant le lundi 26 mars 2018

Réponse aux auteurs fin avril

Tenue du séminaire le vendredi 1^{er} juin